

LE POING



Décembre 2023

EDITO

Darmanin et la Division Martel

Des groupuscules d'extrême droite, renommés « ultra droite » font l'actualité depuis plusieurs semaines. Un de ceux-là, la division Martel, a été dissous. Charles Martel (688-741) serait celui qui aurait repoussé les Maures en 732 à Poitiers, donc il faudrait bouter hors de France les musulmans quand bien même ils seraient français.

Dans le même temps, Gérald Darmanin, donne tous les gages possibles à la droite et à l'extrême droite française pour faire voter sa loi sur l'immigration (même si celle-ci a été retoquée par une motion de rejet le 11 décembre à l'Assemblée Nationale, le gouvernement n'abandonne pas son projet de loi). Ainsi pour répondre aux demandes du patronat, Darmanin propose de faciliter l'accès au territoire pour les demandeurs sur les métiers en tension, pas très attractifs car difficiles et mal rémunérés, une nouvelle forme d'esclavage moderne. Aujourd'hui, comme le montre le dernier résultat électoral aux Pays-Bas, les extrêmes droites européennes ont trouvé leur coupable idéal, le musulman, peu importe sa nationalité. L'extrême droite française et ceux qui reprennent ses idées ne sont pas en reste.

L'attentat commis à Paris dimanche 03 décembre par un individu dont la radicalisation probablement facilitée par son état psychiatrique, devient l'instrument parfait des propagandistes de « la guerre de civilisation » tant espérée par les fascistes de tous horizons. Les politiques et les médias doivent cesser de stigmatiser les français de confession musulmane.

Les tentatives de ratonnade ont commencé à Romans-sur-Isère, s'emparant du triste décès du

jeune Thomas à Crépol, un samedi soir au cours d'une bagarre où les armes blanches n'auraient pas dû être portées.

L'extrême droite, qu'elle se « dédialise » ou devienne « ultra » reste l'extrême droite. Elle garde ses fondamentaux à savoir ses discours hostiles aux élites, son désir de rétablir l'ordre et d'empêcher une nouvelle révolution (hier bolchevique aujourd'hui démographique, avec l'épouvantail du soi-disant grand remplacement par les immigrés et les musulmans).

Elle distille un sentiment de nostalgie, qui idéalise un passé perçu comme plus simple. Elle fait la promesse d'un retour à des valeurs traditionnelles et à une identité nationale forte par le rejet de l'autre (hier le juif, aujourd'hui l'immigré et le musulman). L'extrême droite profite d'une économie qui engendre de plus en plus de laissés pour compte, d'une société européenne sous le défi de l'immigration et du vieillissement, d'un sentiment d'insécurité nationale et culturelle et la volonté d'une affirmation identitaire.

La tentation est grande de trouver chez l'autre les causes d'un désespoir qui s'installe. Le racisme et la xénophobie se débrident.

Face à ce défi, il va falloir enfin s'attaquer au mal qui ronge une partie de notre jeunesse, au mal social qui touche certains quartiers dit populaires et les espaces péri-urbains abandonnés. Nous ne devons pas banaliser les dangers que représente l'extrême droite.

Le vivre ensemble n'est pas un vain mot, il se pratique au quotidien dans les entreprises et les administrations.

« Pire que le bruit des
bottes, le silence des
pantoufles »
Max Frisch

MONDE

Halte au massacre !

ACTU

Le Ni-Ni de la DGFIP

LOCAL

Du 9 dans le 38

Sous la protection des Etats-Unis, massacre à Gaza et assassinats en Cisjordanie !

Samedi 9 décembre, le veto des États-Unis au conseil de sécurité de l'ONU a honteusement empêché qu'une trêve humanitaire puisse s'ouvrir à Gaza et par la même toutes voies vers un cessez le feu en Palestine.

Guillaume Ancel, ancien Lieutenant-Colonel d'artillerie de l'armée française reconverti blogueur et commentateur quasi permanent sur différents plateaux de télévision était invité sur celui de "C ce soir" sur France 5 la semaine dernière. Lors de cette émission, il a déclaré que le nombre de 15 000 morts annoncé par le Hamas était largement inférieur à la réalité, considérant que celui-ci ne comptabilise que les morts et non les disparus encore sous les décombres faute de pouvoir être retrouvés du fait des bombardements incessants et du manque de moyens.

Quant aux blessés, il estime que les chiffres sont certainement très élevés du fait des obus utilisés par l'armée israélienne qui n'ont pas pour but de frapper chirurgicalement mais massivement, détruisant tout sur un rayon de plus de 30 mètres.

De là, il pose la question, très juste, du but de guerre de Netanyahu et de son armée.

Il en conclut que ce qui était, après les premiers jours suivant le 7 octobre, une guerre contre le Hamas se

transforme en une guerre contre la population palestinienne de Gaza.

S'il refuse de parler de génocide, il affirme que c'est bien maintenant d'un massacre qu'il s'agit.

En plus des bombardements, des humiliations sont infligées à la population, la famine s'installe, la mort d'enfants (faute d'eau pour boire mais aussi pour un minimum d'hygiène) est installé par l'armée israélienne. Les épidémies à venir inquiètent

Médecins Sans Frontières.

Toutes les organisations humanitaires et Onusiennes sont attaquées par les autorités israéliennes, accusées de soutenir le Hamas, parce qu'elles aident la population gazaouie.

La vengeance aveugle les rend fous, la dérive exterminatrice les rend fous, le soutien complice de l'administration Biden les rend fous !



Quel que soit l'avis que l'on a sur la situation en Palestine, aujourd'hui, il s'agit de se comporter en ce que nous sommes, des êtres humains, dotés d'une conscience.

Cette conscience nous dicte de crier haut et fort : halte au massacre des enfants, des femmes et des hommes palestiniens, tout de suite !

A la négo : on nous prend pour des nigauds !

Pas de trêve des confiseurs en cette fin d'année, les négociations indemnitaires à Bercy sont toujours en cours et la boîte de chocolats ne suffira pas !

L'intersyndicale n'a pas signé la prime exceptionnelle GMBI, car nous voulions une prime pour tout le monde. Bercy a néanmoins validé cette prime au rabais, excluante et discriminante. Nous n'en resterons pas là (cf la pétition ci-dessous). Il y a aussi deux thèmes en négociation : la revalorisation indemnitaire pérenne et l'enveloppe Qualité de Vie au Travail (QVT).

Sur la QVT, nous avons besoin de bien cadrer les choses pour ne pas reproduire le grand n'importe quoi de la première fois ! Comme en 2021, nous continuons à exiger que la totalité de l'argent soit distribuée aux collègues.

Libre à chacun de remplir son caddie comme il le souhaite, un paquet de pâtes ou un poster de plante verte pour le bureau !

Concernant la négociation indemnitaire, Bercy nous propose une enveloppe de 25 millions d'euros, ce qui équivaut à 265€ brut par an et par agent.e. Nous pouvons gagner une augmentation nettement plus significative, à l'image

**Pas d'argent, pas
d'emplois :
pas de travail ??**

de nos collègues douaniers qui ont obtenu une hausse conséquente, de plus de 1 300 € brut par an.

Nous exigeons la même chose, donc l'enveloppe doit être réévaluée à 122 millions d'euros !

Et nous réclamons le possible car :

- où est passé l'argent des postes vacants qui sont pourtant budgétés ? 100 emplois vacants, c'est pas loin de quatre millions d'€ économisés par Bercy sur un an ! Et nous avons près de 4000 emplois vacants nationalement et rappelons-le : 108 en Isère !

- Comment se fait-il qu'après avoir supprimé 40% des effectifs tout en poursuivant les missions, aucun gain de productivité n'ait été reversé aux agent·es !

- Pourquoi eux et pourquoi pas nous ? les n°1 ont pris 10 points d'indice en moyenne cette année, certains postes de

A + ont été sur-indiciés.

Pour réclamer notre dû, faut-il engager un bras de fer ? La CGT FP 38 propose une première action : la pétition.

Un tableau des emplois, ça trompe énormément !

Emplois Directions Départementales										TOTAL
AE	AFIPA	IP	IDIV HC	IDIV CN	IDEX HC	IDEX CN	A	B	C	PLF 2024
-3	9	45	-87	-27	8	-7	180	-27*	-246	-155
EN ISERE										
AE	AFIPA	IP	IDIV HC	IDIV CN	IDEX HC	IDEX CN	A	B	C	PLF 2024
	1	1	-3	-3			2	-4	-8	-14

À la lecture des chiffres des suppressions d'emplois 2024, la DG laisse croire que les suppressions d'emplois sont stoppées cette année. Comme chaque année, Bercy minimise les suppressions en incluant les renforts et les transferts d'emplois. Mais il y a tromperie. Les transferts d'emplois ne minorent pas les suppressions d'emplois, car ils correspondent à des transferts de charges le plus souvent sous-estimées. Nous sommes au Ministère des Comptes Publics et nous savons compter !

+ 348 en transferts entrants d'autres administrations mais cela se fait avec un transfert entrant ... de missions ! Et que représentent ces missions ? La plus importante, et celle pour laquelle nous avons un décompte précis, c'est la Taxe d'Urbanisme. Au MTE, cette mission était accomplie par 525 ETP. Au niveau des 80 emplois au titre

des gains de productivité, nous n'en ferons pas crédit à l'administration au regard du fiasco de GMBI. Passons ensuite à « la répartition des emplois », que dire du satisfecit sur « les emplois du réseau territorial de la DGFIP qui connaîtront un recul de 155 », ce qui pourrait laisser croire à un faible recul dans les directions territoriales est en réalité une catastrophe ! Les vacances d'emploi ont atteint un tel niveau que les services sont désormais sollicités pour « s'entraider » car ils ne sont plus en mesure de faire face à leur charge de travail !

Au 1^{er} septembre 2023, 4604 ETP vacants ; en 2024, il est annoncé 3700 ETP sortants. Ainsi, entre les vacances et les suppressions, la situation de l'emploi à la DGFIP est catastrophique et plus encore à la DDFIP38.

STOP au dérèglement foncier !

Les dysfonctionnements de la mise en place du foncier innovant via l'application Gérer Mes Biens Immobiliers (GMBI) n'en fissent toujours pas. Après les errances du début sur le calendrier et la communication vient déjà le temps de la gestion des erreurs et des nouveaux questionnements des contribuables sur les avis de Taxe d'Habitation Secondaire reçus. Le bug le plus choquant est l'envoi à des mineurs de THS (environ 80 par SIP isérois).

Cette Bérézina fiscale est d'autant plus malvenue que depuis plusieurs années, les services subissent suppressions d'emplois et mise en place de réformes structurelles et techniques. Comme pour GMBI, ces dernières provoquent un surcroît de travail alors même qu'elles servent d'alibi pour supprimer des milliers d'emplois.

En Isère, s'ajoutent à cela des vacances d'emplois (emplois budgétés mais non pourvus faute de recrutements suffisants) supérieures à la centaine !



Nous avons ainsi communiqué la situation à la presse dès le début de la campagne des avis de THS et depuis le 4 décembre, nous avons commencé à faire signer au public une pétition exigeant comme nous, agent.es des finances publiques, que les emplois nécessaires à un accueil public de qualité, à une bonne gestion de leur dossier fiscal soient pourvus en Isère.

Restauration à Vienne :

Nos collègues des différents sites de Vienne, gestion fiscale et gestion publique devraient rejoindre au 1^{er} trimestre 2024 les locaux rénovés au 12 rue Jean Moulin. Un sujet d'importance, la restauration semble avoir été oubliée. Nous sommes intervenus à la dernière Formation Spécialisée pour mettre en avant la proposition d'une restauration collective préparée sur place comme elle existe à Belgrade pour moins de 5€. Le conventionnement actuel en cours avec le restaurant le Façonner n'a pas entièrement satisfait les convives. Très rapidement, nous organiserons une consultation des agent.es sur cette revendication.

La Section CGT Finances Publiques 38 vous souhaite de bonnes fêtes de fin d'année !



Prise de contact, demande d'adhésion (bulletin à nous renvoyer)

NOM :	Prénom :
Service :	Résidence :
Mail :	Souhaitez-tu adhérer : OUI ☐ non pas tout de suite ☐

CGT Finances Publiques Isère
38-40 Avenue Rhin et Danube
38047 Grenoble Cedex 2
Tel CFP Rhin et Danube : 04 76 39 38 74 (interne : 3834)
Tel Belgrade : 04 76 85 75 96
Mail : cgt.ddfip38@dgfip.finances.gouv.fr
Site : <http://www.financespubliques.cgt.fr/38/>